

# Les demandeurs d'emploi reprennent un travail plus éloigné de leur domicile que celui de l'ensemble des salariés

Insee Analyses Provence-Alpes-Côte d'Azur • n° 152 • Décembre 2025



En janvier 2023, plus d'un demi-million d'habitants de Provence-Alpes-Côte d'Azur étaient inscrits à France Travail. La moitié a accédé à un nouvel emploi salarié au cours de l'année 2023, la plupart du temps à un contrat d'au moins 30 jours. Neuf reprises d'emploi sur dix se situent dans la région ou un département limitrophe et parmi elles, quatre sur dix dans la commune de résidence.

Cependant, la distance entre le lieu de résidence avant l'embauche et le lieu de travail des anciens demandeurs d'emploi est en moyenne plus longue que la distance domicile-travail de l'ensemble des salariés. Comme c'est le cas pour l'ensemble des salariés, les femmes et les employés trouvent un emploi plus proche du lieu de résidence.

Toutefois, à caractéristiques identiques, les demandeurs d'emploi qui ont retrouvé un emploi travaillent systématiquement plus loin que l'ensemble des salariés. Près de trois sur dix se sont éloignés de leur périmètre de recherche initial.

Enfin, les demandeurs d'emploi ayant déclaré une ou plusieurs contraintes à France Travail retrouvent moins fréquemment un emploi et vont légèrement moins loin.

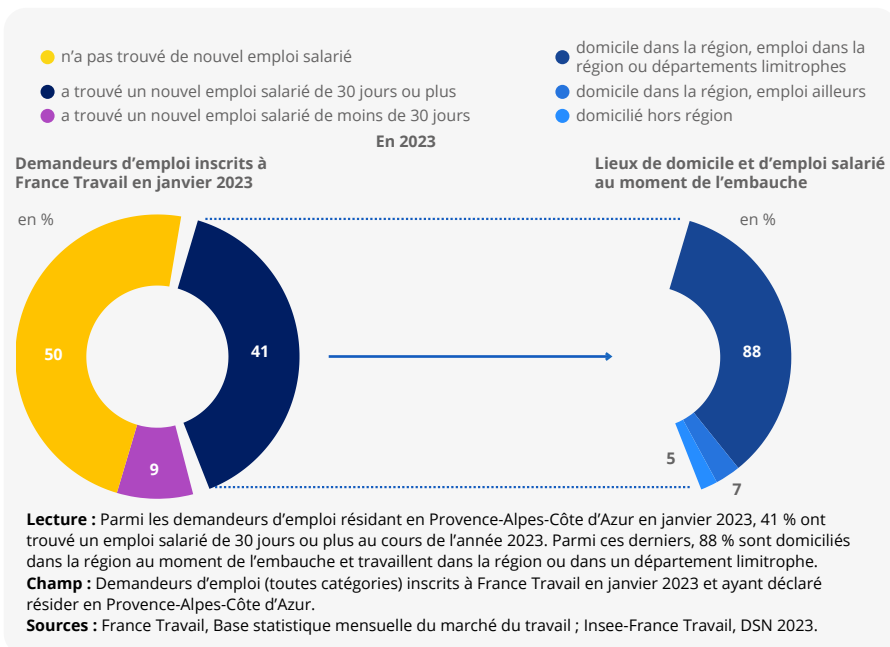
En partenariat avec :



En janvier 2023, 532 500 habitants de Provence-Alpes-Côte d'Azur étaient inscrits à France Travail, soit 23 % de la population active régionale ► [méthode](#). Il s'agit des demandeurs d'emploi de toutes catégories (A, B, C, D ou E), certains pouvant ainsi être en emploi mais en rechercher un autre. Plus de la moitié (53 %) sont de catégorie A, c'est-à-dire en recherche active et sans aucune activité professionnelle. Globalement, les demandeurs d'emploi sont un peu plus souvent des femmes et sont légèrement plus jeunes que l'ensemble des salariés de la région.

La moitié des demandeurs d'emploi de la région n'a pas trouvé de nouvelle activité professionnelle en tant que salarié au cours de l'année 2023 ► [figure 1](#). Ils peuvent toujours être en recherche d'emploi, exercer une activité non salariée ou alors être dans une autre situation (reprise d'études, formation, retraite, etc.).

## ► 1. Évolution de la situation des demandeurs d'emploi inscrits à France Travail en Provence-Alpes-Côte d'Azur en janvier 2023



Ils peuvent également continuer d'exercer un emploi en cours. L'autre moitié a trouvé au moins un nouvel emploi salarié au cours de l'année 2023. Ceux qui trouvent un emploi salarié dans l'année sont un peu plus souvent des hommes et en moyenne plus jeunes que les autres demandeurs

d'emploi. Pour les demandeurs d'emploi, la propension à trouver un nouvel emploi ne dépend pas du niveau de diplôme : les parts de diplômés de l'enseignement supérieur sont proches pour les demandeurs d'emploi qui trouvent un emploi salarié et les autres. Par ailleurs, la

grande majorité des demandeurs d'emploi ayant trouvé une activité salariée dans l'année ont trouvé un emploi d'au moins 30 jours.

Quatre reprises d'emploi sur dix se font dans la commune de résidence

Parmi les demandeurs d'emploi ayant trouvé un emploi salarié d'au moins 30 jours, la grande majorité (95 %) reste domiciliée dans la région au moment de l'embauche, quel que soit le lieu de travail. Le lieu de résidence peut toutefois évoluer dans les mois qui suivent, notamment à la fin d'une éventuelle période d'essai.

Ils sont 193 500, soit 88 %, à avoir trouvé un emploi de 30 jours ou plus dans la région ou dans un département limitrophe (Gard, Ardèche, Drôme, Isère, Savoie). Parmi eux, sept sur dix travaillent dans la zone d'emploi de leur lieu de résidence avant l'embauche et quatre sur dix dans leur commune de résidence ► méthode. Ces proportions sont proches de celles observées pour l'ensemble des salariés travaillant dans la région ou dans un département limitrophe.

Environ 7 % sont domiciliés en Provence-Alpes-Côte d'Azur au moment de l'embauche mais ont trouvé un emploi hors de la région ou de ses départements limitrophes. Ces personnes ont pu déménager dans les mois qui suivent l'embauche. Par ailleurs, la pratique du télétravail, qui limite les trajets quotidiens

► Encadré 1 – La région gagne des actifs en emploi avec les migrations entre régions françaises

Au cours de l'année 2021, en Provence-Alpes-Côte d'Azur, 37 500 actifs en emploi sont venus s'installer dans la région en provenance d'une autre région française et 34 330 l'ont quittée pour aller s'installer ailleurs en France, soit un solde migratoire pour cette population de +3 170. Cela représente un gain de 1,5 actif en emploi pour 1 000 actifs en emploi résidents. Ce gain reste assez faible par rapport à d'autres régions comme la Bretagne et la Corse (6 %), la Nouvelle-Aquitaine (5 %) ou encore l'Occitanie (4 %). Tous les départements de la région gagnent des actifs en emploi, mais le Var est celui qui en gagne le plus (+1 420, soit +3,3 %). Pour les autres départements, ce taux se situe entre +1 % et +2 %.

À l'inverse, la région perd des chômeurs (-540, soit une perte de 2 chômeurs pour 1 000 chômeurs résidents), alors que la majorité des autres régions françaises en gagnent. Ce déficit de chômeurs provient quasi exclusivement des Bouches-du-Rhône, qui a un solde migratoire de chômeurs de -1 020. Le Var a un solde positif (+500), et les autres départements sont proches de l'équilibre.

domicile-travail, peut permettre de résider plus loin. Dans la région, 16 % des salariés des secteurs privé et public télétravaillent régulièrement (au moins un jour par semaine), dont trois sur dix de manière intensive (trois jours ou plus par semaine) [Argouarc'h, Roche, 2025].

Enfin, 5 % ont déménagé et n'habitent ainsi plus en Provence-Alpes-Côte d'Azur au moment de leur embauche ► encadré 1.

Dans la suite de l'étude, nous nous intéressons uniquement aux anciens demandeurs d'emploi domiciliés en Provence-Alpes-Côte d'Azur lors de l'embauche et ayant trouvé un emploi d'au moins 30 jours dans la région ou un département limitrophe, soit 193 500 personnes (36 % des demandeurs d'emploi de janvier 2023).

Un lieu de travail plus éloigné pour les anciens demandeurs d'emploi, notamment les cadres

En moyenne, le lieu de travail des anciens demandeurs d'emploi ayant trouvé un emploi de 30 jours ou plus dans la région ou un département limitrophe est situé à 24 km de leur lieu de résidence avant l'embauche ► figure 2. Cette distance est supérieure à la distance domicile-travail observée pour l'ensemble des salariés qui travaillent dans cette même zone géographique (19 km). La moitié des anciens demandeurs d'emploi sont éloignés de plus de 9 km du lieu de travail, à peu près comme l'ensemble des salariés. Toutefois, les anciens demandeurs d'emploi s'éloignent un peu plus souvent : 10 % sont à plus de 50 km de leur lieu de domicile contre 7 % pour les salariés en poste.

► 2. Part de personnes travaillant dans la commune de résidence et distance entre le lieu de résidence et le lieu de travail selon les caractéristiques des anciens demandeurs d'emploi ou des salariés

Caractéristiques	Anciens demandeurs d'emploi		Ensemble des salariés	
	Part travaillant dans la commune de résidence (en %)	Distance moyenne entre le lieu de résidence et le lieu de travail (en km)	Part travaillant dans la commune de résidence (en %)	Distance moyenne entre le lieu de résidence et le lieu de travail (en km)
<b>Selon le sexe</b>				
Femmes	43	21	45	16
Hommes	35	27	38	21
<b>Selon l'âge</b>				
Moins de 25 ans	40	22	46	18
De 25 à 34 ans	39	25	41	20
De 35 à 44 ans	39	23	39	19
De 45 à 54 ans	38	24	39	19
55 ans ou plus	38	24	43	19
<b>Selon la catégorie socioprofessionnelle</b>				
Cadres et professions intellectuelles supérieures	29	40	35	24
Professions intermédiaires	35	28	37	21
Employés	45	20	48	16
Ouvriers	31	26	37	19
<b>Selon le lieu de résidence</b>				
Pôle	49	22	55	16
Couronne	21	27	20	22
Hors aire d'attraction des villes	30	30	28	29
<b>Selon le type de contrat</b>				
Emploi à durée déterminée ou indéterminée	41	23	41	18
Intérim	25	30	27	28
<b>Ensemble</b>	<b>39</b>	<b>24</b>	<b>41</b>	<b>19</b>

**Note :** Pour les anciens demandeurs d'emploi, le lieu de résidence est celui avant l'embauche. Pour les salariés, il s'agit de celui au moment de l'emploi.

**Lecture :** La distance moyenne entre le lieu de résidence (avant l'embauche) et le lieu de travail est de 24 km pour les anciens demandeurs d'emploi. Ils sont 39 % à travailler dans leur commune de résidence.

**Champ :** Demandeurs d'emploi (toutes catégories) inscrits à France Travail en janvier 2023, ayant déclaré résider en Provence-Alpes-Côte d'Azur et ayant trouvé un emploi d'au moins 30 jours en 2023 dans la région ou un département limitrophe (anciens demandeurs d'emploi). Salariés résidant en Provence-Alpes-Côte d'Azur et travaillant dans la région ou un département limitrophe en 2023 dont l'emploi est de 30 jours ou plus.

**Sources :** France Travail, Base statistique mensuelle du marché du travail ; Insee-France Travail, DSN 2023 ; Insee, base tous salariés 2023.

Selon les profils des personnes, les mêmes hiérarchies d'éloignement du lieu de travail sont observées entre les anciens demandeurs d'emploi et l'ensemble des salariés. Les femmes trouvent un emploi moins loin en moyenne que les hommes. La distance entre le lieu de résidence et le lieu de travail varie peu en fonction de l'âge. Les employés sont ceux dont le lieu de travail est le moins éloigné du domicile, à l'inverse des cadres et des professions intermédiaires. Les habitants des **pôles** de population et d'emploi sont plus proches de leur lieu de travail. Enfin, les personnes en contrat intérimaire ont des missions les amenant à travailler plus loin en moyenne que celles ayant un emploi à durée déterminée ou indéterminée.

Mais à caractéristiques égales, les anciens demandeurs d'emploi travaillent systématiquement plus loin de leur lieu de résidence que l'ensemble des salariés. L'écart est plus marqué pour les cadres et professions intellectuelles supérieures (40 km en moyenne pour les anciens demandeurs d'emploi contre 24 km pour l'ensemble des salariés), les professions intermédiaires et les ouvriers (écart de 7 km). Ces écarts se réduisent toutefois en comparant uniquement aux salariés déjà insérés dans l'emploi et ayant changé d'emploi au cours de l'année ► **encadré 2**.

Par ailleurs, le fait d'avoir un ou des enfants ou de posséder le permis de conduire semble jouer sur la mobilité. Les demandeurs d'emploi avec enfant(s) trouvent un emploi à 22 km en moyenne de leur domicile, contre 25 km pour les autres. Pour ceux ayant un permis de conduire, cette distance est de 25 km en moyenne, contre 20 km pour ceux n'ayant pas de permis.

## ► Encadré 2 – Les salariés déjà insérés dans l'emploi s'éloignent également lors d'un changement de poste

Les salariés en emploi en 2023 ont pu avoir le temps de se rapprocher de leur lieu de travail, contrairement aux demandeurs d'emploi pour lesquels la situation est observée avant l'embauche. En restreignant la comparaison aux salariés ayant quitté un emploi stable pour un autre emploi au cours de l'année 2023, les écarts de distance entre le lieu de résidence et le lieu de travail se réduisent avec les anciens demandeurs d'emploi. En effet, les salariés déjà insérés dans l'emploi s'éloignent davantage lors d'un changement de poste par rapport à l'ensemble des salariés, à l'exception des employés. Par exemple, la distance moyenne domicile-travail est de 32 km pour les cadres ayant changé d'emploi, contre 24 km pour l'ensemble des salariés cadres. Elle est de 40 km pour les cadres anciens demandeurs d'emploi.

## Trois emplois trouvés sur dix se situent hors du périmètre de recherche initial

Les demandeurs d'emploi déclarent à France Travail la distance ou la durée maximale qu'ils sont prêts à envisager pour leur reprise d'emploi. Parmi les anciens demandeurs d'emploi ayant trouvé une activité salariée d'au moins 30 jours dans la région ou un département limitrophe, un sur cinq a déclaré une distance inférieure à 10 km ou une durée inférieure à 30 minutes ► **méthode**. À l'inverse, près d'un sur dix déclare une distance maximale supérieure ou égale à 50 km ou une durée supérieure ou égale à une heure.

Dans près de trois cas sur dix, le nouvel emploi trouvé se situe plus loin (en distance ou en durée) qu'initialement souhaité. Dans 14 % des cas, l'emploi est même deux fois plus loin que souhaité. Femmes et hommes ont la même propension à accepter des emplois plus éloignés (respectivement 27 % et 29 %) mais celle-ci augmente très légèrement avec l'âge. En revanche, elle varie davantage selon la catégorie socioprofessionnelle. Les employés

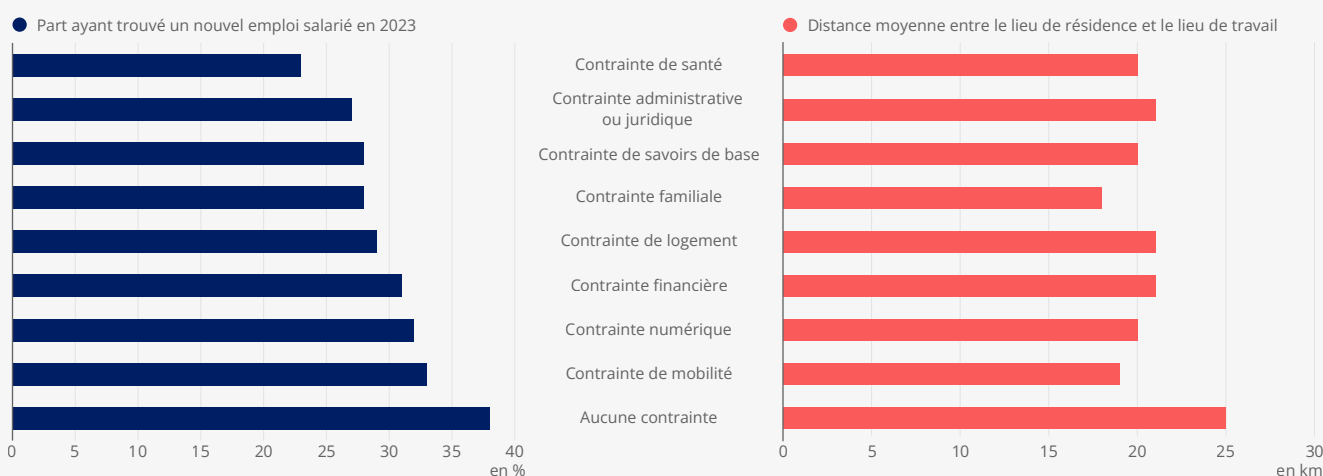
prennent moins souvent un emploi éloigné de leur périmètre de recherche initial (25 %) que les cadres (35 %), les ouvriers (32 %) ou les professions intermédiaires (31 %).

## Une reprise d'emploi moins fréquente pour les personnes déclarant des contraintes à France Travail

Plus d'un demandeur d'emploi sur cinq déclare au moins une contrainte à France Travail : 10 % en déclarent une seule, 6 % deux et 6 % plus de deux ► **méthode**. La contrainte la plus souvent déclarée est celle liée à l'accessibilité numérique, suivie des contraintes de santé, de mobilité, de celle liée aux difficultés financières puis de contrainte familiale (de 12 % à 5 %). Les demandeurs d'emploi qui déclarent au moins une contrainte sont pour 54 % des femmes (contre 51 % pour ceux n'en déclarant pas). Ils sont un peu plus âgés en moyenne (42 ans contre 40 ans pour ceux ne déclarant aucune contrainte).

Une contrainte peut rendre plus difficile la reprise d'emploi ou l'élargissement du périmètre de recherche. Les personnes

## ► 3. Retour à l'emploi et éloignement du lieu de travail en fonction des contraintes déclarées à France Travail



**Note :** Un demandeur d'emploi peut déclarer plusieurs contraintes à France Travail.

**Lecture :** Les demandeurs d'emploi ayant déclaré avoir une contrainte de mobilité sont 33 % à avoir retrouvé un emploi de 30 jours ou plus dans la région ou un département limitrophe. Pour ceux ayant trouvé un emploi, celui-ci se trouve à 19 km en moyenne du lieu de résidence.

**Champ :** Demandeurs d'emploi (toutes catégories) inscrits à France Travail en janvier 2023, ayant déclaré résider en Provence-Alpes-Côte d'Azur. Pour la distance, sont concernés seulement ceux ayant trouvé un emploi de 30 jours ou plus dans la région ou un département limitrophe.

**Sources :** France Travail, Base statistique mensuelle du marché du travail ; Insee-France Travail, DSN 2023.

qui ont déclaré au moins une contrainte retrouvent moins souvent un emploi de 30 jours ou plus dans la région ou dans un département limitrophe : 32 %, contre 38 % pour celles n'ayant pas déclaré de contrainte. Plus le nombre de contraintes déclarées augmente, plus la part de personnes ayant trouvé un emploi diminue : de 36 % pour une seule contrainte à 31 % pour deux contraintes et 26 % pour plus de deux contraintes. Les personnes ayant déclaré une contrainte liée à la santé sont celles qui trouvent le moins souvent un emploi (23 %) ► **figure 3**. À l'inverse, la contrainte de mobilité semble moins pénalisante (33 % trouvent un emploi). France Travail met en œuvre des aides à la mobilité pour faciliter la reprise d'emploi ► **encadré 3**.

Le lieu de travail des demandeurs d'emploi ayant trouvé un emploi d'au moins 30 jours dans la région ou un département limitrophe et ayant déclaré au moins une contrainte est situé en moyenne à 20 km de leur résidence, soit 5 km de moins que pour ceux n'ayant pas de contrainte. Ceux ayant déclaré une contrainte familiale sont ceux dont la distance moyenne est la plus faible (18 km), à l'inverse de ceux ayant déclaré une contrainte de logement, financière ou liée à l'administratif ou au juridique (21 km). ●

Alexandra Ferret, Olivier Sanzeri (Insee)



Retrouvez davantage de données associées à cette publication sur [insee.fr](https://insee.fr)

### ► Définition

Une **zone d'emploi** est un espace géographique à l'intérieur duquel la plupart des actifs résident et travaillent, et dans lequel les établissements peuvent trouver l'essentiel de la main d'œuvre nécessaire pour occuper les emplois offerts.

Les **pôles** sont les pôles des aires d'attraction des villes (AAV). Une AAV est l'ensemble de communes, d'un seul tenant et sans enclave, constitué d'un pôle de population et d'emploi, et d'une couronne qui regroupe les communes dont au moins 15 % des actifs travaillent dans le pôle.

### ► Encadré 3 – 2 millions d'euros d'aides à la mobilité versés par France Travail pour faciliter la recherche et la reprise d'emploi

En 2024, France Travail Provence-Alpes-Côte d'Azur a mis en œuvre 8 584 aides à la mobilité pour accompagner les demandeurs d'emploi dans leur parcours vers l'emploi. Un tiers de ces aides concerne directement la recherche et la reprise d'emploi. Les deux tiers restants sont des aides à la formation. Plus de 7 millions d'euros ont été versés en 2024 pour l'ensemble des aides, dont 2 millions pour celles liées à la recherche et à la reprise d'emploi.

L'aide à la mobilité de France Travail relative à la recherche et à la reprise d'emploi assure aux demandeurs d'emploi un soutien logistique et financier pour saisir toutes les opportunités professionnelles sur le territoire, quelle que soit leur localisation. Elle vise à garantir que la distance géographique ne constitue pas un obstacle au retour à l'emploi. Pour accompagner prioritairement les personnes ayant le moins de ressources sur le sujet de la mobilité, France Travail soumet l'accès de son aide à la mobilité à deux critères principaux, vérifiés à la date de la demande : le statut d'inscrit demandeur d'emploi et le niveau de ressources.

### ► Méthode

L'étude porte sur les demandeurs d'emploi inscrits à France Travail au 31 janvier 2023 (demandeurs d'emploi de fin de mois), toutes catégories confondues (A, B, C, D et E) et ayant déclaré résider en Provence-Alpes-Côte d'Azur. Lorsqu'un demandeur d'emploi a trouvé plusieurs emplois d'au moins 30 jours dans l'année, c'est le premier emploi qui est étudié.

Les distances entre le lieu de résidence et le lieu de travail sont calculées à partir du distancier Metric-OSRM qui fournit des distances routières. Pour les intérimaires, le lieu de travail est celui de l'établissement utilisateur lorsqu'il est renseigné et de l'agence d'intérim employeuse sinon. Pour les demandeurs d'emploi, les distances sont calculées par rapport au lieu de résidence avant l'embauche. Pour l'ensemble des salariés, elles sont établies par rapport au lieu de résidence au moment de l'emploi. Les distances sont calculées de chef-lieu à chef-lieu. Au sein d'une même commune, elles correspondent à la distance moyenne de l'ensemble des habitants au chef-lieu. Tous les déplacements au sein d'une même commune ont donc la même distance. Pour la commune de Marseille, les calculs sont réalisés au niveau des arrondissements municipaux.

Lors de leur inscription, les demandeurs d'emploi déclarent dans quel périmètre géographique ils sont prêts à accepter un emploi. Ce périmètre de recherche est exprimé soit en distance soit en durée par rapport au lieu de résidence. Ces souhaits sont comparés à la distance ou durée finale entre le lieu de résidence et le lieu de l'emploi.

Des contraintes pour la recherche d'emploi peuvent être, s'il le souhaite, déclarées par le demandeur d'emploi lors de son inscription en ligne à France Travail ou lors d'échanges avec un conseiller. Les questions relatives aux contraintes ne sont pas obligatoires. Lorsqu'un demandeur d'emploi ne déclare pas de contrainte, cela peut vouloir dire qu'il n'en a aucune, mais également qu'il peut en avoir mais ne pas les avoir déclarées.

### ► Sources

Les données sur les demandeurs d'emploi proviennent de la **Base statistique mensuelle du marché du travail** de France Travail. Cette base est appariée avec les Déclarations Sociales Nominatives (DSN) 2023 pour identifier ceux ayant trouvé un emploi salarié au cours de l'année 2023.

Les données sur les salariés proviennent de la **base tous salariés** (BTS) 2023 issue des déclarations administratives des entreprises.

### ► Pour en savoir plus

- Ferret A., Sanzeri O., « Une faible attractivité résidentielle », Insee Analyses Provence-Alpes-Côte d'Azur n° 148, octobre 2025.
- Argouarc'h J., Roche C., « Un salarié sur six est un télétravailleur régulier », Insee Flash Provence-Alpes-Côte d'Azur n° 113, juillet 2025.
- Chamkhi A., Garcia S., Lim Y.-M., Poujouly C., « La mobilité géographique des demandeurs d'emploi : freins et leviers », Pôle emploi, Éclairages et Synthèses n° 51, avril 2019.

